

Acte à classer

CS-2023-21

1	2	3	4
En préparation	En attente retour Préfecture	> AR reçu <	Classé

Identifiant FAST : ASCL_2_2023-02-24T16-27-28.02 (MI243408755)

Identifiant unique de l'acte : 013-251302014-20230222-CS-2023-21-DE (Voir l'accusé de réception associé)

Objet de l'acte : Activités Humaines : Avis du Parc sur le Schéma Régional des Carrières

Date de décision : 22/02/2023



Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 8. Domaines de competences par themes
8.8. Environnement

Identifiant unique de l'acte antérieur

:

Acte : CS-2023-21.PDF

Multicanal : Non

Classer

Annuler

Préparé

Date 24/02/23 à 16:24

Par PASCAL Catherine

Transmis

Date 24/02/23 à 16:27

Par PASCAL Catherine

Accusé de réception

Date 24/02/23 à 16:32



Syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional des Alpilles

DELIBERATION DU COMITE SYNDICAL

SEANCE DU MERCREDI 22 FEVRIER 2023

Le mercredi vingt-deux février de l'année deux mille vingt-trois à dix-sept heures, le Comité Syndical du Syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional des Alpilles dûment convoqué, s'est réuni à la Maison du Temps Libre de la Commune de Lamanon, sous la présidence de Jean MANGION, Président du Parc naturel régional des Alpilles, et Maire de Saint Etienne du Grès.

Etaient présents avec voix délibératives (ayant 2 voix) :

Jean MANGION – Maire de Saint Etienne du Grès, Laurent GESLIN – Maire de Mas Blanc des Alpilles, Sandrine POZZI – Adjointe au Maire d'Eyguières, Angélique YTIER-CLARETON – Adjointe au Maire d'Orgon, Jean-Michel PERTUIT – Adjoint au Maire d'Aureille, Jean-Benoît HUGUES – Adjoint au Maire des Baux de Provence, Jean-Denis SANTIN – Adjoint au Maire de Paradou, Serge MANNONI – Adjoint au Maire de Tarascon, Jean-Pierre FRICKER – Conseiller municipal de Mouries, et Guillaume THOMSEN – Conseiller municipal de Saint Martin de Crau.

Etait présente avec voix délibératives (ayant 5 voix) :

Solange PONCHON – Conseillère régionale.

Etait présente avec voix délibératives (ayant 4 voix) :

Martine AMSELEM – Conseillère départementale.

Ont donné pouvoir :

Anne-Flore GRECH – Adjointe au Maire de Lamanon (ayant 2 voix) à Angélique YTIER-CLARETON – Adjointe au Maire d'Orgon, Marc FUSAT – Adjoint au Maire de Maussane les Alpilles (ayant 2 voix) à Jean-Benoît HUGUES – Adjoint au Maire des Baux de Provence, et Monique RICARD – Conseillère municipale d'Eygalières (ayant 2 voix) à Jean-Michel PERTUIT – Adjoint au Maire d'Aureille.

Etaient également présents dans la salle mais non votants :

Christian NERVI – Maire de Lamanon, Gérard GARNIER – Maire de Fontvieille, Claude SANCHEZ – Adjoint au Maire de Saint Etienne du Grès, Catherine BALGUERIE-RAULET – Adjointe au Maire d'Arles, Pierre RAVIOL – Adjoint au Maire d'Arles, Céline HAYOT – Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, Valérie RAIMONDINO – Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, Jean-François RICHON – Métropole Aix Marseille Provence, Laurent ISRAELIAN – Chambre d'Agriculture des Bouches du Rhône, Eric BLOT – Directeur du PNR des Alpilles, Danielle GERLIER – Responsable administrative et financière du PNR des Alpilles, et Corinne ROLLAND – Assistante des pôles du PNR des Alpilles.

DELIBERATION N° CS-2023-21

Objet : ACTIVITES HUMAINES : Avis du Parc sur le Schéma Régional des Carrières

Monsieur le Président expose que :

- En application de la « stratégie nationale de gestion durable des granulats terrestres et marins et des matériaux et substances de carrières » issue de loi ALUR de 2014, le Schéma régional des carrières a été engagé en 2017.
- Son animation est portée par la DREAL et le COPIL est présidé par le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.
- Le schéma régional des carrières définit les conditions générales d'implantation des carrières et les orientations relatives à la logistique nécessaire à la gestion durable des granulats, des matériaux et des substances de carrières dans la région.
- Les SCOT et par voie de conséquence les PLU doivent être compatibles avec le Schéma régional des carrières que celui-ci doit être compatible avec les SAGE et doit prendre en compte le SRADDET.
- Le Schéma Régional des Carrières devient le document de référence pour toute création ou extension de carrières sur le territoire.
- 60% du territoire régional est couvert par 47 types différents de ressources exploitables, définies et cartographiées en gisements potentiellement exploitables (GPE).
- Parmi ces GPE, le Schéma Régional des Carrières définit 7 Gisements d'Intérêt National (GIN) et 5 Gisements d'Intérêt Régional (GIR), cartographiés à une échelle du 1/50 000e dont 1 GIN sur Orgon et 5 GIR sur toutes les communes du Parc excepté Maussane-les-Alpilles et le Paradou.
- Seules la carrière d'OMYA à Orgon pour sa production de calcaire pur et les carrières de pierre de taille de Carrières de Provence à Fontvieille et de Sarragan aux Baux de Provence sont identifiées en exploitation dans le Schéma Régional des Carrières alors que la carrière LAFARGE sur les Communes de Sénas et d'Eyguières bénéficie d'un arrêté d'exploitation prolongé par arrêté préfectoral jusqu'au 31 décembre 2028.
- Par courrier du 24 février 2022, le Préfet de Région a saisi les intercommunalités du projet de Schéma régional des carrières, afin de recueillir leurs avis préalablement à l'arrêt de de document conduisant le PETR du Pays d'Arles à répondre au nom des 3 intercommunalités du territoire du Pays d'Arles et la Métropole Aix Marseille Provence également, l'un et l'autre faisant état d'un certain nombre de réserves et de propositions transcrites dans leurs délibérations respectives du 22 mai 2022 pour le PETR et du 30 juin 2022 pour la Métropole, dont ils se sont fait écho auprès du Parc,
- Les réserves ainsi formulées n'ont pas été levées suite à la consultation de ces EPCI,
- Conformément aux articles L. 515-3 et R. 515-5 du Code de l'environnement, l'avis formel du Parc est désormais sollicité par courrier du Préfet du 23 janvier 2023.
- L'avis du Parc sur ce document est à lire au regard des dispositions relatives aux carrières incluses dans sa nouvelle charte, afin d'assurer la cohérence des orientations et mesures incluses dans l'un et l'autre des documents,
- L'avis du Parc revêt d'autant plus d'importance que sa politique territoriale en terme de carrières a été défini lors de l'élaboration de sa nouvelle charte et est inscrite dans une mesure spécifique, avec une orientation forte: préserver de toute création ou extension de carrières non patrimoniales, les zones couvertes par la Directive Paysagère, les espaces agricoles, les réservoirs et corridors de biodiversité identifiés sur le plan du Parc.
- Deux dispositions pertinentes impliquant une transposition dans les SCOT sont inscrites dans la nouvelle Charte. À savoir « *Accompagner les projets de carrières ou extension au regard des enjeux paysagers et naturels globaux* » et « *Préserver de toute création et extension de carrières les paysages naturels remarquables et cônes de vue, les zones visuellement sensibles de la Directive de protection et de mise en valeur des paysages des Alpilles, les espaces*

agricoles et les réservoirs et corridors de biodiversité identifiés au plan du Parc à l'exception des carrières patrimoniales ».

- Au terme d'une jurisprudence dorénavant bien établie, Il appartient à l'Etat et aux différentes collectivités territoriales concernées de prendre les mesures et de mener les actions propres à assurer la réalisation des objectifs de la charte.
- A ce titre, si les orientations de protection, de mise en valeur et de développement que la charte détermine pour le territoire du Parc sont nécessairement générales, les mesures permettant de les mettre en œuvre peuvent cependant être précises et se traduire par des règles de fond avec lesquelles les décisions prises par l'Etat et les collectivités territoriales adhérant à la charte dans l'exercice de leurs compétences doivent être cohérentes.
- Le scénario retenu par le Schéma Régional des Carrières est annoncé comme permettant d'assurer l'autonomie régionale jusqu'en 2032 et à l'échelle de chaque système.
- Les enjeux socio-économiques et environnementaux du Schéma Régional des Carrières ont été regroupés et reformulés pour aboutir à 6 orientations, dont une orientation transversale, portant sur la création d'un Observatoire régional des matériaux.
- Les orientations sont déclinées en 15 objectifs puis en 59 mesures.
- Ces éléments sont présentés dans le tome 2 du Schéma Régional des Carrières qui constitue « le document auquel pourront se référer les collectivités dans le cadre de l'élaboration de leur document d'urbanisme, les carrières dans le cadre de leur demande d'autorisation d'exploiter, les services de l'État dans le cadre de l'instruction de ces dossiers, ainsi que plus globalement l'ensemble des acteurs de la filière des matériaux (producteurs/consommateurs). »
- L'avis du Parc porte principalement sur 8 de ces 59 mesures :
 - Mesure 4 : Tendre, à l'échelle des SCOT et à défaut des PLUi, vers l'autonomie en granulats communs :
Inciter chaque territoire de SCOT à devenir autonome est une forme d'incitation à la création ou l'ouverture de carrières pour ses propres besoins, alors que les territoires voisins pourraient être excédentaires et satisfaire aux besoins de plusieurs territoires de SCOT. Les porteurs de SCOT et notamment le PETR du Pays d'Arles auront les plus grandes difficultés à faire ce travail d'analyse, faute de compétences dans ce domaine. D'autant plus important que le scénario retenu dans le Schéma Régional des Carrières conduit à considérer que le territoire du SCOT du Pays d'Arles sera déficitaire en 2032.
 - Mesure 5 : Analyser l'équilibre production/besoin du territoire en granulats communs à l'échelle du SCOT et défaut du PLU(i), et définir les actions permettant d'atteindre l'autonomie territoriale en granulats communs :
Concrètement, cela veut dire que c'est au PETR du Pays d'Arles et à la Métropole Aix Marseille Provence pour les 3 communes du Parc concernées, de faire leur propre diagnostic : besoins, capacité, évaluation.
Sur la base de ce diagnostic, et en prenant en compte les orientations actuelles du Schéma Régional des Carrières, le document d'urbanisme doit ensuite localiser les projets nécessaires pour répondre à cet objectif d'autonomie : Les PLU doivent reporter dans le plan de zonage, en lien avec l'exploitant, les extensions prévisibles des carrières existantes et les secteurs identifiés pour la création de carrières, en « secteurs de protection de la richesse du sol et du sous-sol » (article R151-34 du CU).
Le PETR et la Métropole ne sont pas favorables à l'intégration dans le SCOT de l'analyse des besoins et des capacités de production et proposent un renvoi à l'Etat.
 - Mesure 6 : Définir, à l'échelle des SCOT et à défaut des PLU(i), les modalités d'approvisionnement en matériaux, autres que les granulats communs, afin de contribuer au maintien de l'autonomie régionale, voire nationale :
Le PETR du Pays d'Arles et les 3 intercommunalités concernées ont demandé la suppression de cette mesure, qui transfère la responsabilité de cette démarche au SCOT alors que cela devrait rester à l'échelle du Schéma Régional des Carrières qui seul est à même d'avoir une vision globale et des interactions entre territoires, infra et supra régionaux. Si le Schéma Régional des carrières ne peut pas fournir ce type d'analyse, les territoires infrarégionaux le pourront encore moins.

- Mesure 9 : Préserver, dans les documents d'urbanisme, l'accès aux gisements d'intérêt national ou régional :
Afin de garantir la pérennité du potentiel de ces GIN et GIR, le Schéma Régional des Carrières demande à ce que les documents d'urbanisme des territoires concernés intègrent ces GIN et GIR sur la base de la cartographie du Schéma, les préserve de toute urbanisation, et assure la préservation de l'accès à ces gisements. Ce travail doit se faire au niveau des SCOT.

Si les gisement potentiellement exploitables, GPE, ne font pas référence aux contraintes réglementaires strictes et enjeux rédhibitoires tels que caractérisés dans ce Schéma Régional des Carrières, contrairement à ce qui est annoncé p 112 du tome 1, les GIN et GIR cartographiés dans les atlas les prennent désormais bien en compte. Cependant ce n'est pas le cas des données visibles sur l'outil de cartographie en ligne. Il faut faire apparaître cette couche spécifique d'enjeux en superposition des GIN et GIR afin de visualiser les espaces à préserver. Mais certains de ces enjeux de 1er niveau ne sont pas cartographiés : terrains acquis et gérés dans le cadre de mesures de compensation, espaces de mobilité des cours d'eau, EBC, éléments Trame Verte et Bleue dans les documents d'urbanisme, PPR, zones de protection immédiate des captages. Par ailleurs, ces GIR/GIN sont définis uniquement par des cartographies et présentent des espaces potentiels de gisements très importants pour les GIR.

- Mesure 16 : Réaménager les carrières avec des déchets inertes ultimes :
Cette mesure précise les conditions d'utilisation de déchets inertes ultimes pour les remblaiements de carrières et ne demande qu'une « vigilance » afin d'éviter toute introduction d'espèces exotiques envahissantes et afin d'assurer la qualité paysagère finale du site.

- Mesure 29 : Prendre en compte les enjeux environnementaux dans le développement des projets de carrières :
Quatre niveaux d'enjeux sont établis dont les zonages de contraintes réglementaires strictes et d'enjeux rédhibitoires où aucun projet de création ou d'extension de carrières ne peut être autorisé, seul le renouvellement des sites existants est permis, au cas par cas.
Cependant cette interdiction de vaut que « si l'acte constitutif de ce classement, ou le document d'urbanisme (pour les éléments de la trame verte et Bleue) empêche la réalisation des carrières ».
Le Parc naturel régional des Alpilles a explicitement identifié au sein de sa Charte et de son plan des secteurs n'ayant pas vocation à accueillir la création et/ou l'extension de carrières. Or ces secteurs ne sont pas reconnus par le SRC comme des secteurs « de contraintes réglementaires strictes et d'enjeux rédhibitoires », mais sont référencés en tant que secteurs à « enjeux forts », n'ayant pas vocation à accueillir de carrières mais sans interdiction formelle.
En dehors des Zones Agricoles Protégées, l'intégralité des zones agricoles, y compris les terres avec projet d'irrigation ou irrigables ainsi que les zones d'appellation AOC/IGP, est catégorisée en « enjeu modéré », soit le niveau de prise en compte le moins contraignant avec donc création ou extension de carrières possibles. Or notre charte demande de préserver les espaces agricoles, notamment, de toute création ou extension de carrières.

- Mesure n°31 - Prendre en compte les chartes de PNR dans le développement des carrières :
Les maîtres d'ouvrages des documents d'urbanismes et les porteurs de projet de carrières doivent prendre connaissance du contenu de la charte et du plan de Parc concernant les carrières et traduire ces éléments dans les documents d'urbanisme et dans le développement des projets.
Les porteurs de projets sont invités à respecter les dispositions de la charte du PNR concernant les carrières.

- Mesure n°32 - Consulter les PNR sur tout projet concernant leur territoire :
Le Schéma Régional des Carrières indique que dans le cadre de la procédure d'instruction des demandes d'autorisation d'exploiter, les services de l'État consultent les PNR sur tout projet de carrière concernant leur territoire. Les PNR sont associés aux comités de suivi des carrières situées sur leur territoire.

- Que ceci exposé, il est demandé au Comité Syndical de bien vouloir se prononcer.

Le Comité Syndical,

Où l'exposé du Président,

Après en avoir délibéré, à l'**unanimité des suffrages exprimés,**

Décide :

- Le Parc naturel régional des Alpilles demande la réintégration dans les différents documents du Schéma Régional des Carrières et notamment le Tome 2 qui comporte les orientations du schéma, et ses objectifs déclinés en mesures, de la carrière exploitée par la société LafargeHolcim Granulats aux lieux dits « La Sablière », « Le Grand Vallon », « La Crau », « Bel Air » et « Le Moulon de Blé » sur le territoire des Communes de Sénas et d'Eyguières, celle-ci ayant vu son arrêté d'autorisation d'exploitation prolongé par arrêté préfectoral jusqu'au 31 décembre 2028.
- Le Parc naturel régional des Alpilles émet un avis favorable sur le projet de Schéma régional des carrières de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur assorti des réserves suivantes portant notamment sur 8 mesures et demandant la prise en compte de l'ensemble des remarques exprimées dans la version finale du Schéma Régional des carrières :
 - Mesure 4 : Tendre, à l'échelle des SCOT et à défaut des PLUi, vers l'autonomie en granulats communs, le Parc demande que la recherche d'autonomie reste au niveau de l'élaboration de ce Schéma Régional des Carrières, à savoir le niveau régional et prenne expressément en compte le Schéma des régions limitrophes lorsque le bassin de consommation dépasse les limites administratives, ceci étant particulièrement important pour le territoire du Pays d'Arles limitrophe de la Région Occitanie,
 - Mesure 5 : Analyser l'équilibre production/besoin du territoire en granulats communs à l'échelle du SCOT et défaut du PLU(i), et définir les actions permettant d'atteindre l'autonomie territoriale en granulats communs :
 - Avis défavorable à l'intégration dans les SCOT de l'analyse des besoins et des capacités de production pour les différents types de matériaux, dont les granulats communs et propose, à l'identique du PETR du Pays d'Arles et de la Métropole Aix Marseille Provence, un renvoi à l'Etat.
 - si pour autant cette mesure devait rester dans sa rédaction actuelle, et que le niveau retenu in fine par le Schéma Régional des Carrières reste celui des SCOT, le Parc demande qu'une méthodologie commune, qu'un cahier de recommandations commun soit établi pour donner un cadre identique à tous les territoires au risque sinon d'aboutir à des résultats disparates qui ne permettront pas d'assurer une cohérence globale à l'échelle régionale.
 - Mesure 6 : Définir, à l'échelle des SCOT et à défaut des PLU(i), les modalités d'approvisionnement en matériaux, autres que les granulats communs, afin de contribuer au maintien de l'autonomie régionale, voire nationale, proposition de supprimer cette mesure qui transfère la responsabilité de cette démarche au SCOT, alors que cela devrait rester à l'échelle du Schéma Régional des Carrières qui seul est à même d'avoir une vision globale et des inter actions entre territoires, infra et supra régionaux.

- Mesure 9 : Préserver, dans les documents d'urbanisme, l'accès aux gisements d'intérêt national ou régional,
 - demande à ce que les espaces à préserver dans les documents d'urbanisme précisent la cartographie des GIN et GIR du Schéma Régional des Carrières afin de prendre en compte les enjeux de 1er niveau non cartographiés : terrains acquis et gérés dans le cadre de mesures de compensation, espaces de mobilité des cours d'eau, EBC, éléments de la Trame Verte et Bleue dans les documents d'urbanisme, PPR, zones de protection immédiate des captages
 - demande à ce que les secteurs de sensibilité du PNR dans lesquels la Charte du Parc empêche l'implantation et/ou l'extension de carrières sur ces espaces sensibles, soient intégrés aux différentes cartographies à l'instar des autres zones de contrainte réglementaires strictes (cœurs de parc national, cours d'eau...), notamment à la cartographie des GIN/GIR, dans l'objectif de garantir leur préservation.
 - relaie l'avis du PETR du Pays d'Arles qui demande à ce que soient pris en compte les projets urbains déjà projetés.
- Mesure 16 : Réaménager les carrières avec des déchets inertes ultimes, demande de compléter la rédaction de la mesure en faisant d'une connaissance et d'une validation de la provenance, des caractéristiques et de la qualité de ces matériaux inertes, un préalable à leur utilisation en remblaiement de carrière.
- Mesure 29 : Prendre en compte les enjeux environnementaux dans le développement des projets de carrières,
 - demande à ce que soit supprimé dans le tableau du Schéma régional des Carrières intitulé « zones de contraintes strictes et d'enjeux rédhibitoires », les mentions précisant que des statuts de protection ou de préservation environnementale ou paysagère conduisant à l'interdiction de création ou d'extension de carrières ne puissent être pris en compte que « si l'acte constitutif du classement empêche la réalisation de carrières ». La préservation de ces espaces d'intérêt régional ou même national doit être garantie malgré l'absence de spécification dans les actes de classement
 - demande à ce que les secteurs de sensibilité du Parc soient considérés comme des zones de contraintes réglementaires strictes et d'enjeux rédhibitoires si la Charte du Parc empêche l'implantation et/ou l'extension de carrières sur ces espaces.
 - demande de reconsidérer le classement des espaces agricoles et d'élever leur niveau d'enjeu.
- Mesure n°31 - Prendre en compte les chartes de PNR dans le développement des carrières, demande de préciser la portée du verbe « inviter » dans le texte de cette mesure qui prévoit que les porteurs de projets soient « invités » à respecter les dispositions de la charte. Si la charte ne leur est pas opposable en tant que tels, elle l'est pour l'ensemble de ses signataires y compris l'Etat qui se doivent de la respecter et de l'appliquer. Indirectement, les porteurs de projets doivent donc s'inscrire dans les attendus de ce projet de territoire.
- Qu'au titre de la Mesure n°32 - Consulter les PNR sur tout projet concernant leur territoire,
 - demande que le terme de « consultation » employé dans le texte de cette mesure qui prévoit que l'Etat « consulte » le PNR sur tout projet de création de carrière, terme dont la portée est la plus faible en terme d'association à une prise de décision, soit remplacé par un avis du Parc, et que cet avis soit sollicité dans une phase de la procédure qui permette d'avoir toute marge de manœuvre et capacité d'appréciation.
 - demande également que le terme « projet de carrière » soit précisé en y accolant les termes : « création ou extension ou renouvellement ».

- Rappelle qu'au terme d'une jurisprudence dorénavant bien établie, Il appartient à l'Etat et aux différentes collectivités territoriales concernées de prendre les mesures et de mener les actions propres à assurer la réalisation des objectifs de sa charte, dans le domaine des carrières comme dans l'ensemble des ambitions de son projet de territoire. Et qu'à ce titre, si les orientations de protection, de mise en valeur et de développement que la charte détermine pour le territoire du Parc sont nécessairement générales, les mesures permettant de les mettre en œuvre peuvent cependant être précises et se traduire par des règles de fond avec lesquelles les décisions prises par l'Etat et les collectivités territoriales adhérant à la charte dans l'exercice de leurs compétences doivent être cohérentes.
- De donner pouvoir au Président de mettre en œuvre la présente délibération et de signer toute pièce utile à la bonne exécution de la présente décision.

Fait et délibéré
les jours, mois et an susdits
au registre suivant les signatures,
pour extrait conforme
le Président
Jean MANGION
Parc naturel régional
des Alpes
Remy-de-Provence

